

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201793]

21 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif aux sanctions administratives dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, l'article 1^{er}bis, § 1^{er}, inséré par le décret du 1^{er} avril 1999;
Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, l'article 6, inséré par le décret du 8 juin 2001 et modifié par le décret du 2 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif aux sanctions administratives dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne;

Vu le rapport du 20 juin 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 27 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'autorité indépendante de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne (ACNAW), donné le 28 août 2018;

Sur la proposition du Ministre des Aéroports;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif aux sanctions administratives dans le cadre de la lutte contre le bruit généré par les aéronefs utilisant les aéroports relevant de la Région wallonne, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 1^o et 2^o sont remplacés par ce qui suit :

« 1^o fonctionnaire chargé de la surveillance : le directeur de la Direction de la régulation aéroportuaire du département de la réglementation et de la régulation des Transports, ou son délégué;

2^o directeur général : le directeur général de la Direction générale du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures »;

b) le 3^o est supprimé et remplacé par :

« 3^o inspecteur général : l'inspecteur général du Département de la Réglementation et de la Régulation des Transports »;

c) il est ajouté :

« 4^o contrevenant auquel l'infraction est imputable : contrevenant désigné lors de la recherche et de la constatation d'une infraction parmi les contrevenants potentiels visés à l'article 6, § 2, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne comme étant celui auquel l'infraction est imputable;

5^o essai moteur : essai moteur avec poussée;

6^o récidive : réédition par le même contrevenant d'un même-type d'infraction dont la sanction n'est plus susceptible de recours. »;

7^o mouvement exonéré : mouvement d'aéronef infractionnel mais non sanctionnable visé à l'article 6, § 3, alinéa 4, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne faisant l'objet d'un avertissement;

8^o aéronef : avion à réaction subsonique civil dont la masse maximale au décollage est égale ou supérieure à 34.000 kilogrammes ou dont l'aménagement intérieur maximal certifié pour le type donné de l'avion comporte plus de 19 sièges passagers, à l'exclusion de tout siège réservé à l'équipage, tel que visé par l'article 2, c), de la Directive 2002/30 du Parlement européen et du Conseil du 26 mars 2002 relative à l'établissement de règles et procédures concernant l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté. ».

Art. 2. Dans les articles 2, § 3, et 5, § 1^{er}, du même arrêté, les mots « au directeur général » sont chaque fois remplacés par les mots « à l'inspecteur général ».

Art. 3. A l'article 2 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, premier alinéa, la numérotation « 1^o à 5^o » est remplacée par « 1^o à 4^o »;

2^o au paragraphe 2, les termes « de la constatation » sont remplacés par « du jour » et les termes « visé à l'article 6, § 1^{er}, du décret du 23 juin 1994 » sont remplacés par « auquel l'infraction est imputable ». De même les termes « par lettre recommandée à la poste » sont supprimés.

Art. 4. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « le directeur général » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général »;

2^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « du directeur général » sont remplacés par les mots « de l'inspecteur général »;

3^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « dans un délai de soixante jours » sont déplacés en début d'alinéa;

4^o au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, la phrase « Une copie est communiquée en même temps au propriétaire de l'aéronef, à l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef et à la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport concerné lorsque l'infraction est commise par le responsable du vol » est supprimée;

5^o au paragraphe 2, les mots « du directeur général » sont remplacés par les mots « de l'inspecteur général » et le mot « Ministre » est remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 5. Dans les articles 4, 5, § 1^{er}, et 7, du même arrêté, le mot « Ministre » est chaque fois remplacé par les mots « directeur général ».

Art. 6. Dans l'article 5, § 1^{er}, troisième alinéa, les termes « et ainsi qu'au propriétaire de l'aéronef, à l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef et à la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport concerné lorsque l'infraction est commise par le responsable du vol » sont supprimés.

Art. 7. A l'article 6 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots « à la poste » sont remplacés par « postal »;

2^o au paragraphe § 2, les termes « par pli recommandé à la poste » et les termes », et en outre par avion si le point de destination n'est pas dans un pays limitrophe » sont supprimés.

Art. 8. Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « le directeur général » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général ».

Art. 9. A l'article 8, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, § 3, alinéa 1^{er}, et § 4, alinéa 1^{er}, les mots "le responsable du vol ou le propriétaire de l'aéronef, l'exploitant technique ou commercial de l'aéronef ou la société concessionnaire de l'exploitation de l'aéroport" sont remplacés par « le contrevenant auquel l'infraction est imputable ».

Art. 10. A l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 1^o, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au premier alinéa, les termes « auquel l'infraction est imputable » sont ajoutés après « contrevenant »;

2^o le premier tiret comportant deux alinéas est abrogé;

3^o au deuxième tiret, les mots « pour tout dépassement au-delà de ceux prévus à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots « pour tout dépassement au-delà de ceux liés aux mouvements d'aéronefs exonérés prévus à l'article 6, § 3, alinéa 4, du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne »;

4^o l'alinéa 2 du deuxième tiret est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« En cas de récidive, le montant de l'amende est majoré pour toute infraction commise aux dispositions du présent paragraphe.

L'état de récidive est établi si, durant une période d'activités effective de douze mois, précédant la dernière infraction, arrêtée au premier jour du mois en cours et débutant au maximum vingt-quatre mois avant la date de l'infraction considérée, le nombre total d'infractions sanctionnées, en ce compris l'infraction considérée, est supérieur à X % du nombre total de mouvements réalisés par le contrevenant au cours de la même période.

Le pourcentage obtenu est plafonné à un maximum sans être inférieur à un minimum »;

5^o au deuxième tiret, le tableau reprenant le barème est remplacé par le tableau suivant :

Dépassement de la valeur de bruit (exprimée en dB (A))	Montant de l'amende en euro	Montant de l'amende majoré en euro			
		1 % avec un minimum de 20 infractions et un maximum de 40	2 % avec un minimum de 41 infractions et un maximum de 60	3 % avec un minimum de 61 infractions et un maximum de 80	4 % avec un minimum de 81 infractions et un maximum de 100
0 < X ≤ 2	200	400	600	1.000	1.500
2 < X ≤ 4	400	800	1.200	2.000	3.000
4 < X ≤ 6	600	1.200	1.800	3.000	4.500
X > 6	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

;

6^o au troisième tiret, les mots « par mouvement » sont ajoutés après le mot « infligée » et les mots "de la valeur de bruit (exprimée en L max) la plus élevée constatée" sont remplacés par les mots « du dépassement du seuil de bruit le plus élevé constaté »;

7^o au troisième tiret, les mots « des différents sonomètres » sont remplacés par les mots « de minimum deux sonomètres »;

8^o le dernier alinéa de l'article 8, § 2, 1^o, libellé comme suit « La présente disposition fera l'objet d'une évaluation fin 2004 dans la perspective d'une diminution progressive du nombre de dépassements autorisés et de l'intensité de ceux-ci. » est abrogé.

Art. 11. A l'article 8, § 2, alinéa 1^{er}, 2^o, du même arrêté, le point 6 est abrogé.

Art. 12. A l'article 8, § 3, un troisième alinéa est ajouté rédigé comme suit :

« Ne sont pas visés par cette disposition :

1^o les vols militaires;

2^o les vols d'entraînement dûment autorisés conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000. ».

Art. 13. Le paragraphe 5 de l'article 8 est abrogé.

Art. 14. Le Ministre des Aéroports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201793]

21. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2004 über die administrativen Strafen im Rahmen der Bekämpfung des Lärms, der von den Luftfahrzeugen verursacht wird, welche die Flughäfen benutzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, Artikels 1bis, eingefügt durch das Dekret vom 1. April 1999;

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, Artikel 6, eingefügt durch das Dekret vom 8. Juni 2001 und abgeändert durch das Dekret vom 2. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2004 über die administrativen Strafen im Rahmen der Bekämpfung des Lärms, der von den Luftfahrzeugen verursacht wird, welche die Flughäfen benutzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 20. Juni 2018;

Aufgrund des am 27. Dezember 2018 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung des Ausbleibens einer Mitteilung des Gutachtens innerhalb dieser Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Aufgrund der am 28. August 2018 abgegebenen Stellungnahme der unabhängigen Fluglärmüberwachungsbehörde der Wallonischen Region ("autorité indépendante de contrôle des nuisances sonores aéroportuaires en Région wallonne" (ACNAW));

Auf Vorschlag des Ministers für die Flughäfen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2004 über die administrativen Strafen im Rahmen der Bekämpfung des Lärms, der von den Luftfahrzeugen verursacht wird, welche die Flughäfen benutzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 1 und 2 werden durch Folgendes ersetzt:

1° mit der Überwachung beauftragter Beamter: der Direktor der Direktion der Flughafenregulierung der Abteilung Verkehrsregelung und -regulierung, oder sein Vertreter;

2° Generaldirektor: der Generaldirektor der Generaldirektion des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Mobilität und Infrastrukturen";

b) die Ziffer 3 wird gestrichen, und durch Folgendes ersetzt:

3° Generalinspektor: der Generalinspektor der Abteilung Verkehrsregelung und -regulierung";

c) der folgende Wortlaut wird hinzugefügt:

4° Zuwiderhandelnde, der den Verstoß zu vertreten hat: der Zuwiderhandelnde, der bei der Ermittlung und Feststellung eines Verstoßes unter den potentiellen Zuwiderhandelnden nach Artikel 6 § 2 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, als derjenige Zuwiderhandelnde bestimmt wurde, der den Verstoß zu vertreten hat;

5° Triebwerkstest: Triebwerkstest, bei dem eine Schubkraft erzeugt wird;

6° Rückfall: Wiederholung einer gleichen Art von Verstoß durch denselben Zuwiderhandelnden, der mit einer nun unanfechtbar gewordenen Sanktion bestraft wird;

7° freigestellte Bewegung: Bewegung eines Luftfahrzeugs im Sinne von Artikel 6 § 3 Absatz 4 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, bei der ein Verstoß begangen wird, der jedoch nicht bestraft werden kann;

8° Luftfahrzeug: ziviles Unterschall-Strahlflugzeug mit einer höchstzulässigen Abflussmasse von mindestens 34 000 Kilogramm oder mit einer für den betreffenden Flugzeugtyp bescheinigten zulässigen Kapazität von mehr als 19 Fluggastsitzen, ausgenommen der Besatzung vorbehaltene Sitze, im Sinne von Artikel 2 Buchstabe c der Richtlinie 2002/30 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. März 2002 über Regeln und Verfahren für lärmbedingte Betriebsbeschränkungen auf Flughäfen der Gemeinschaft."

Art. 2 - In den Artikeln 2 § 3 und 5 § 1 desselben Erlasses wird das Wort "Generaldirektor" durch das Wort "Generalinspektor" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 Absatz 1 werden die Wörter "1 bis 5" durch "1 bis 4" ersetzt;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "ab der Feststellung des Verstoßes" durch die Wörter "ab dem Tag des Verstoßes" und werden die Wörter "dem in Artikel 6, § 1 des Dekrets vom 23. Juni 1994 erwähnten Zuwiderhandelnden" durch die Wörter "dem Zuwiderhandelnden, der den Verstoß zu vertreten hat," ersetzt. Die Wörter "per Einschreiben bei der Post" werden gestrichen.

Art. 4 - In Artikel 3 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 wird das Wort "Generaldirektor" durch das Wort "Generalinspektor" ersetzt;

2° in Paragraph 1 Absatz 2 wird das Wort "Generaldirektors" durch das Wort "Generalinspektors" ersetzt;

3° in Paragraph 1 Absatz 2 werden in der französischen Fassung die Wörter "dans un délai de soixante jours" an den Anfang des Absatzes verschoben;

4° in Paragraph 1 Absatz 2 wird der Satz "Gleichzeitig wird dem Eigentümer des Luftfahrzeugs, dem technischen oder gewerblichen Betreiber des Luftfahrzeugs und der Konzessionsgesellschaft des Betriebs des betroffenen Flughafens, wenn der Verstoß von dem Flugverantwortlichen begangen wird, eine Abschrift übermittelt." gestrichen;

5° in Paragraph 2 wird das Wort "Generaldirektors" durch das Wort "Generalinspektors", und das Wort "Minister" durch das Wort "Generaldirektor" ersetzt.

Art. 5 - In den Artikeln 4, 5 § 1 und 7 desselben Erlasses wird das Wort "Minister" jeweils durch das Wort "Generaldirektor" ersetzt.

Art. 6 - In Artikel 5 § 1 dritter Absatz werden die Wörter ", sowie dem Eigentümer des Luftfahrzeugs, dem technischen oder gewerblichen Betreiber des Luftfahrzeugs und der Konzessionsgesellschaft des Betriebs des betroffenen Flughafens, wenn der Verstoß von dem Flugverantwortlichen begangen wird," gestrichen.

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter "Einschreiben bei der Post" durch das Wort "eingeschriebene Post" ersetzt;

2° in Paragraph 2 werden die Wörter "per Einschreiben bei der Post" sowie die Wörter "und auch per Flugzeug, wenn der Bestimmungsort sich nicht in einem angrenzenden Land befindet" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird das Wort "Generaldirektor" durch das Wort "Generalinspektor" ersetzt.

Art. 9 - In Artikel 8 § 1 Absatz 1, § 3 Absatz 1, und § 4 Absatz 1 werden die Wörter "vom Verantwortlichen für den Flug oder vom Eigentümer des Luftfahrzeugs, vom technischen oder kommerziellen Betreiber des Luftfahrzeugs, oder von der Gesellschaft, die über die Konzession für den Betrieb des Flughafens verfügt" durch die Wörter "von dem Zuwiderhandelnden, der den Verstoß zu vertreten hat" ersetzt.

Art. 10 - In Artikel 8 § 2 Absatz 1 Ziffer 1 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird das Wort "Zuwiderhandelnden" durch die Wörter "Zuwiderhandelnden, der den Verstoß zu vertreten hat," ersetzt;

2° der erste Gedankenstrich, der zwei Absätze umfasst, wird gestrichen;

3° im zweiten Gedankenstrich werden die Wörter "für jede Überschreitung über die im vorigen Absatz vorgesehenen Überschreitungen hinaus" durch die Wörter "für jede Überschreitung über diejenigen hinaus, die mit den freigestellten Bewegungen von Luftfahrzeugen nach Artikel 6 § 3 Absatz 3 des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, verbunden sind" ersetzt;

4° Absatz 2 des zweiten Gedankenstrichs wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

"Bei Rückfall wird der Betrag der Geldstrafe für jeden Verstoß gegen die Bestimmungen des vorliegenden Paragraphen erhöht.

Ein Rückfall steht fest, wenn die Gesamtanzahl der bestraften Verstöße einschließlich des betreffenden Verstoßes während einer effektiven Tätigkeitsperiode von zwölf Monaten vor dem letzten Verstoß, die am ersten Tag des laufenden Monats endet, und höchstens vierundzwanzig Monate vor dem Datum des betreffenden Verstoßes anfängt, X % der Gesamtanzahl der Bewegungen überschreitet, die der Zuwiderhandelnde während desselben Zeitraums durchgeführt hat.

Der erhaltene Prozentsatz wird auf ein Maximum begrenzt, ohne dass er ein Minimum unterschreiten darf";

5° im zweiten Gedankenstrich wird die Tabelle mit den Beträgen der Geldstrafen durch folgende Tabelle ersetzt:

Überschreitung des Lärmwerts (ausgedrückt in dB (A))	Betrag der Geldstrafe in Euro	Erhöhter Betrag der Geldstrafe in Euro			
		1 % bei mindestens 20 und höchstens 40 Verstößen	2 % bei mindestens 41 und höchstens 60 Verstößen	3 % bei mindestens 61 und höchstens 80 Verstößen	4 % bei mindestens 81 und höchstens 100 Verstößen
$0 < X \leq 2$	200	400	600	1.000	1.500
$2 < X \leq 4$	400	800	1.200	2.000	3.000
$4 < X \leq 6$	600	1.200	1.800	3.000	4.500
$X > 6$	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

;

6° im dritten Gedankenstrich werden die Wörter "pro Bewegung" zwischen die Wörter "wird" und "auf der Grundlage" eingefügt und werden die Wörter "des anhand der verschiedenen Schallpegelmessern gemessenen höchsten Lärmwerts (ausgedrückt in Lmax)" durch die Wörter "der anhand der verschiedenen Schallpegelmessern gemessenen Überschreitung des höchsten festgestellten Lärmgrenzwerts" ersetzt.

7° im dritten Gedankenstrich werden die Wörter "der verschiedenen Schallpegelmessern" durch die Wörter "von mindestens zwei Schallpegelmessern" ersetzt;

8° der letzte Absatz von Artikel 8 § 2 Ziffer 1, mit dem Wortlaut "Die vorliegende Bestimmung wird Ende 2004 Gegenstand einer Bewertung im Hinblick auf eine allmähliche Reduzierung der Anzahl der zulässigen Überschreitungen und deren Intensität." wird aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 8 § 2 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Erlasses wird die Ziffer 6 aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 8 § 3 wird ein dritter Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Die vorliegende Bestimmung betrifft nicht:

1° Militärflüge;

2° gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. November 2000 ordnungsgemäß genehmigte Übungsflüge."

Art. 13 - Artikel 8 Paragraph 5 wird aufgehoben.

Art. 14 - Der Minister für Flughäfen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2019

Für die Regierung :

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201793]

21 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de administratieve straffen in het kader van de bestrijding van de geluidshinder die toe te schrijven is aan de luchtvaartuigen die van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens gebruik maken

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, artikel 1bis, § 1, gewijzigd bij het decreet van 1 april 1999;

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, en inzonderheid op artikel 6, ingevoegd bij het decreet van 8 juni 2001 en gewijzigd bij het decreet van 2 februari 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de administratieve straffen in het kader van de bestrijding van de geluidshinder die toe te schrijven is aan de luchtvaartuigen die van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens gebruik maken;

Gelet op het rapport van 20 juni 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 27 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de onafhankelijke autoriteit voor de controle van geluidshinder door luchthavens in het Waalse Gewest (ACNAW), gegeven op 28 augustus 2018;

Op de voordracht van de Minister van Luchthavens,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de administratieve straffen in het kader van de bestrijding van de geluidshinder die toe te schrijven is aan de luchtvaartuigen die van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens gebruik maken worden volgende wijzigingen aangebracht:

a) de punten 1° en 2° worden vervangen als volgt:

« 1° toezichthoudend ambtenaar : de directeur van de Directie Regulering Luchthavens van het Departement Reglementering en Regulering van het Vervoer, of diens gemachtigde;

2° directeur-generaal: de directeur-generaal van het Directoraat-generaal van de Waalse Overheidsdienst Mobiliteit en Infrastructuur »;

b) punt 3° vervalt en wordt vervangen door :

« 3° inspecteur-generaal: de inspecteur-generaal van het Departement Reglementering en Regulering van het Vervoer »;

c) toegevoegd wordt:

« 4° overtreder aan wie de overtreding toegerekend kan worden: overtreder aangewezen bij het opsporen en het vaststellen van een inbreuk onder de potentiële overtreeders bedoeld in artikel 6, § 2, van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden als zijnde degene aan wie de overtreding toegerekend kan worden;

5° motorproef : motorproef waarbij stuwkracht wordt voortgebracht;

6° herhaling : het opnieuw begaan, door dezelfde overtreder, van éénzelfde type inbreuk, waarvan de straf niet meer voor hoger beroep vatbaar is;

7° vrijgestelde beweging : luchtvaartuigbeweging die een overtreding vormt maar niet bestraft kan worden, als bedoeld in artikel 6, § 3, van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, waarvoor een aanmaning wordt gegeven;

8° luchtvaartuig : civiel subsonisch straalvliegtuig met een gecertificeerde maximum-startmassa van 34000 kg of meer of met een gecertificeerde maximumcapaciteit voor het betrokken vliegtuigtype van meer dan 19 stoelen, de uitsluitend voor de bemanning bestemde stoelen niet meegerekend, zoals bedoeld in artikel 2, c), van Richtlijn 2002/30 van het Europees Parlement en de Raad van 26 maart 2002 betreffende de vaststelling van regels en procedures met betrekking tot de invoering van geluidgerelateerde exploitatiebeperkingen op luchthavens in de Gemeenschap.”

Art. 2. In de artikelen 2, § 3, en 5, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “aan de directeur-generaal” vervangen door de woorden “aan de inspecteur-generaal”.

Art. 3. In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, wordt de nummering « 1° tot 5° » vervangen door « 1° tot 4° »;

2° in paragraaf 2 worden de bewoordingen « na vaststelling » vervangen door « na de dag » en de bewoordingen « bedoeld bij artikel 6, § 1, van het decreet van 23 juni 1994 » worden vervangen door de bewoordingen “overtreder aan wie de overtreding toegerekend kan worden”. Ingevolg vervallen de bewoordingen “bij ter post aangetekend schrijven”.

Art. 4. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “de directeur-generaal ” vervangen door de woorden “de inspecteur-generaal”;

2° in paragraaf 1, lid 2, worden de woorden “van de directeur-generaal ” vervangen door de woorden “van de inspecteur-generaal”;

3° in paragraaf 1, lid 2 worden de woorden “ in een termijn van zestig dagen ” verschoven om geplaatst te worden tussen het woord “wordt” en de woorden “aan de overtreder”;

4° in paragraaf 1, lid 2, vervalt de volzin “Tegelijk wordt er een afschrift medegedeeld aan de eigenaar van het luchtvaartuig, aan de technische of commerciële uitbater ervan of aan de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de betrokken luchthaven indien de inbreuk door de vluchtverantwoordelijke is begaan”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “van de directeur-generaal ” vervangen door de woorden “van de inspecteur-generaal” en wordt het woord “Minister” vervangen door het woord “directeur-generaal”.

Art. 5. In de artikelen 4, 5, § 1, en 7 van hetzelfde besluit wordt het woord "Minister" telkens vervangen door het woord "directeur-generaal".

Art. 6. In artikel 5, § 1, lid 3, vervallen de bewoordingen "evenals aan de technische of commerciële uitbater ervan of aan de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de betrokken luchthaven indien de inbreuk door de vluchtverantwoordelijke is begaan".

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden, in de Franse versie, de woorden "à la poste" vervangen door het woord "postal";

2° in paragraaf 2 vervallen de bewoordingen "bij ter post aangetekend schrijven" en de bewoordingen "bovendien per vliegtuig indien de plaats van bestemming zich niet in een buurland bevindt".

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden "de directeur-generaal" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal".

Art. 9. In artikel 8, § 1, lid 1, § 3, lid 1, en § 4, lid 1, worden de woorden "de vluchtverantwoordelijke of de eigenaar van het luchtvaartuig, de technische of commerciële uitbater of de maatschappij die concessiehouder is van de uitbating van de luchthaven" vervangen door de woorden "de overtreder aan wie de overtreding toegerekend kan worden".

Art. 10. In artikel 8, § 2, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de bewoordingen "aan wie de overtreding toegerekend kan worden" toegevoegd na het woord "overtreder";

2° het eerste streepje, bevattende twee leden, wordt opgeheven;

3° in het tweede streepje worden de woorden "Voor elke overschrijding die over de bij vorig lid bepaalde overschrijdingen heen gaat" vervangen door de woorden "Voor elke overschrijding die boven de overschrijdingen heen gaat, gebonden aan de vrijgestelde luchtvaartuigbewegingen bedoeld in artikel 6, § 3, lid 4, van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden";

4° het tweede lid van het tweede streepje wordt opgeheven en vervangen door volgende tekst:

Bij herhaling wordt het boetebedrag vermeerderd voor elke inbreuk op de bepalingen van deze paragraaf.

Er is van bewezen herhaling sprake als het aantal bestrafte inbreuken, kwestieuze inbreuk meegerekend, tijdens een daadwerkelijke activiteitsperiode van twaalf maanden voorafgaand aan de laatste inbreuk, vastgesteld op de eerste dag van de lopende maand en beginnend hoogstens vierentwintig maanden voor de datum van kwestieuze inbreuk, hoger is dan X % van het totaal aantal bewegingen uitgevoerd door de overtreder tijdens dezelfde periode.

Het verkregen percentage wordt tot een maximum beperkt zonder lager te zijn dan een minimum";

5° in het tweede streepje wordt de tabel met de boetescales vervangen door volgende tabel:

Overschrijding van de maximumwaarde inzake geluidshinder (uitgedrukt in dB (A))	Bedrag van de boete in euro	Bedrag van de vermeerderde boete in euro			
		1 % met een minimum van 20 inbreuken en een maximum van 40	2 % met een minimum van 41 inbreuken en een maximum van 60	3 % met een minimum van 61 inbreuken en een maximum van 80	4 % met een minimum van 81 inbreuken en een maximum van 100
$0 < X \leq 2$	200	400	600	1.000	1.500
$2 < X \leq 4$	400	800	1.200	2.000	3.000
$4 < X \leq 6$	600	1.200	1.800	3.000	4.500
$X > 6$	1.000	2.000	3.000	5.000	7.500

;

6° in het derde streepje worden de woorden "per beweging" ingevoegd tussen het woord "wordt" en het woord "opgelegd" en worden de woorden "op grond van de hoogste, recht tegenover de verschillende geluidsmeters vastgestelde waarde van de geluidshinder (uitgedrukt in Lmax)" vervangen door de woorden "op grond van de overschrijding van de hoogste, recht tegenover de verschillende geluidsmeters vastgestelde geluidsdrempel";

7° in het derde streepje worden de woorden "van de verschillende geluidsmeters" vervangen door de woorden "van minstens twee geluidsmeters";

8° het laatste lid van artikel 8, § 2, 1°, luidend als volgt: "Deze bepaling wordt eind 2004 geëvalueerd met het oog op een geleidelijke vermindering van het aantal toegelaten overschrijdingen en van de hiermee gepaard gaande druk." wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 8, § 2, eerste lid, 2°, van hetzelfde besluit wordt punt 6 opgeheven.

Art. 12. In artikel 8, § 3, wordt een derde streepje toegevoegd, luidend als volgt:

« Bij deze bepaling worden niet beoogd :

1° de militaire vluchten;

2° de oefenvluchten, behoorlijk gemachtigd overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000.".

Art. 13. Paragraaf 5 van artikel 8 wordt opgeheven.

Art. 14. De Minister van Luchthavens is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE